

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/COMTD/W/15

16 août 1996

(96-3231)

Comité du commerce et du développement

PARTICIPATION DES PAYS EN DEVELOPPEMENT AU COMMERCE MONDIAL: APERCU DES PRINCIPALES TENDANCES ET DES FACTEURS DE FOND

Note du Secrétariat

Résumé et conclusions

1. Le présent document contient un aperçu des grandes tendances de la participation des pays en développement au commerce mondial au cours des deux dernières décennies, suivi d'un bref exposé de certains des facteurs-clés qui ont été associés à ces tendances pour différentes catégories de pays en développement, mettant en particulier l'accent sur le contraste frappant qui existe entre les résultats commerciaux de la plupart des pays en développement d'Asie (très positifs) et ceux d'un certain nombre des pays en développement les plus pauvres (très décevants).

2. La partie I, consacrée aux Principales tendances du commerce extérieur des pays en développement, passe en revue un certain nombre d'aspects-clés de l'évolution du commerce mondial des marchandises¹:

- La part des produits manufacturés dans le commerce mondial, qui a fluctué entre 55 et 60 pour cent de 1973 à 1985, a ensuite fortement augmenté pour atteindre 75 pour cent en 1995.
- Après avoir culminé à 28 pour cent en 1980 (principalement grâce aux exportations de produits énergétiques), la part des pays en développement dans le commerce mondial des marchandises a diminué jusqu'à la deuxième moitié des années 80, puis elle a recommencé à croître, le prix du pétrole s'étant stabilisé et la part des pays en développement dans le commerce mondial des produits manufacturés continuant d'augmenter.
- Depuis 1980, la part des pays en développement dans les exportations mondiales de produits minéraux (principalement produits énergétiques) a diminué d'un quart, tandis que leur part dans le commerce mondial des produits manufacturés a doublé, passant de 10 à 20 pour cent.
- Considérés dans leur ensemble, les pays en développement d'Asie ont enregistré des résultats bien meilleurs que les autres pays en développement, en ce qui concerne tant leur part dans le commerce mondial, que leur part dans les investissements étrangers directs destinés aux pays en développement ou leur ratio commerce extérieur/PIB.

¹En raison de l'insuffisance des données, il n'a pas été possible de faire une analyse similaire pour le commerce des services.

- En comparant les 25 pays en développement dont les exportations ont crû plus rapidement que la moyenne mondiale entre 1985 et 1994 et un groupe de 35 pays en développement dont les exportations étaient moins élevées en 1994 qu'en 1985, on constate une forte corrélation entre les résultats à l'exportation et la part des produits manufacturés dans les exportations de marchandises.
- En comparant les résultats à l'exportation des pays les moins avancés (PMA) depuis 1980 à ceux de l'ensemble des pays en développement, on constate qu'il y a une forte corrélation non seulement entre l'évolution des exportations et la part des produits manufacturés dans les exportations, mais aussi une corrélation similaire avec la part de l'investissement dans le PIB et la part des produits manufacturés dans le PIB. (Ce point et le point précédent sont confirmés par les résultats d'une récente étude de la Banque mondiale dont on trouvera un résumé dans l'Encadré 1.)

3. La partie II, consacrée aux facteurs fondamentaux expliquant la disparité des résultats à l'exportation des pays en développement, commence par passer en revue certains facteurs externes clés dont on pense généralement qu'ils contribuent à expliquer la disparité des résultats commerciaux des différentes catégories de pays au cours des deux dernières décennies:

4. Accès aux marchés extérieurs. Même si le niveau moyen de la protection des marchés des pays industriels est relativement bas, il existe d'importants obstacles dans certains secteurs qui présentent un intérêt particulier pour les pays en développement, notamment l'agriculture, les textiles, les vêtements, les poissons et les produits de la pêche. Les pays en développement se préoccupent en outre de l'érosion des préférences, de la progressivité des droits et du risque de marginalisation lié à la prolifération des zones de libre-échange et des unions douanières. Ces considérations contribuent certainement à expliquer les résultats commerciaux des pays en développement dans leur ensemble, mais n'aident guère à expliquer pourquoi les exportations de certains de ces pays ont très fortement progressé tandis que dans d'autres cas elles ont stagné ou même diminué; en fait, dans certains cas, les pays dont les résultats à l'exportation ont été médiocres avaient un *meilleur* accès aux marchés des pays industriels que ceux dont les exportations ont rapidement augmenté.

5. Entrées de capitaux. Les données confirment le fait bien connu que l'aide publique au développement a eu tendance à diminuer considérablement tandis que la part des capitaux privés dans les flux de capitaux à destination des pays en développement a beaucoup augmenté.² Alors que la part des pays en développement dans le total mondial des flux d'IED a plus que doublé, passant de 15 pour cent en 1986-1990 à plus de 35 pour cent en 1994, celle des investissements étrangers dans les PMA est restée stagnante, au niveau infime de 0,4 pour cent. En fait, dix pays ont reçu près de 80 pour cent de l'IED à destination des pays en développement.

6. Autres facteurs externes. Comme ils sont généralement petits et ont une économie peu diversifiée, de nombreux pays en développement sont plus affectés que les pays industriels par l'évolution de l'environnement international et aussi plus vulnérables. Sur la période 1984-1993, le FMI estime que les fluctuations des taux d'intérêt appliqués à la dette des pays en développement, les variations conjoncturelles de la demande de produits exportés par ces pays dans les pays industriels et le déclin des prix des produits primaires ont contribué à abaisser de trois quarts de point de pourcentage le taux de croissance moyen des pays en développement dont l'expansion a été la plus faible. Il convient de mentionner un facteur qui est à la fois externe et interne, à savoir l'endettement des PMA. Un consensus est en train de se dessiner en ce qui concerne la nécessité d'alléger le fardeau de la dette des PMA

²Néanmoins, pour l'ensemble des PMA, l'aide publique au développement représente environ deux tiers des investissements fixes bruts (CNUCED 1996a).

au moyen de nouvelles méthodes et le FMI et la Banque mondiale examinent un plan qui ramènerait à un niveau supportable l'endettement des PMA appliquant une politique économique saine.

7. Le présent document passe ensuite en revue les facteurs *internes* dont on pense généralement qu'ils expliquent en partie les différences entre pays en ce qui concerne leur participation au commerce mondial.

8. Politique commerciale et participation à l'OMC. Pour la plupart, les pays dont les exportations ont crû rapidement ont une politique commerciale moins protectionniste que ceux dont les exportations ont stagné ou diminué. De façon générale, les pays en développement qui sont Membres de l'OMC pourront tirer avantage des nouvelles règles et disciplines convenues dans le Cycle d'Uruguay en ce qui concerne tant la sécurité de leur accès aux marchés de leurs partenaires commerciaux que la transparence et la prévisibilité de leur propre régime de commerce extérieur. Les engagements pris dans les listes concernant les marchandises et les services aident aussi à stabiliser les réformes commerciales, ce qui améliore leur crédibilité aux yeux des investisseurs tant étrangers que nationaux. Toutefois, pour que les pays en développement et en particulier les PMA puissent mieux tirer parti des aspects positifs du système commercial multilatéral, il faut qu'ils renforcent leurs ressources humaines et leurs infrastructures institutionnelles dans le domaine de la politique commerciale.

9. Concentration des exportations. Dans la plupart des PMA et autres pays à faible revenu, les produits primaires peu transformés continuent de représenter l'essentiel tant de la production nationale que des exportations. Vu l'évolution des structures du commerce mondial décrites au début du présent document, il n'est pas surprenant que la plupart des pays qui n'ont guère ou pas du tout participé à l'intégration mondiale sont des pays tributaires de l'exportation de produits primaires et dont le secteur manufacturier est relativement peu développé et très inefficace. Toutefois, dans une récente étude, la Banque mondiale conteste l'idée traditionnelle que la dépendance à l'égard des produits primaires est toujours mauvaise pour la croissance économique, concluant que certains pays peuvent à la fois être tributaires des produits primaires et enregistrer une forte croissance de leurs exportations et de leur revenu.³

10. Politique macro-économique. Les pays dont la croissance des exportations et l'aptitude à attirer des investissements étrangers directs étaient supérieures à la moyenne ont enregistré un taux d'inflation médian bien inférieur à celui des autres pays, tandis que la volatilité de leur taux de change réel était nettement moins élevée. En outre, les pays ayant enregistré de moins bons résultats avaient en général un déficit budgétaire plus élevé, plus instable et qui diminuait plus lentement (en fait, les pays dont les résultats ont été les moins bons ont même accru leur déficit dans les années 80). Les réformes mises en oeuvre dans différents pays donnent à penser qu'une politique macro-économique stable, des réformes structurelles et un régime de commerce extérieur et d'investissement ouvert sur l'extérieur contribuent beaucoup à assurer la stabilité économique et donc à réduire la prime de risque liée aux investissements dans les PMA, ce qui est indispensable pour attirer les investisseurs étrangers. Dans les pays qui ont persévéré dans la voie de la réforme économique, les résultats positifs commencent à apparaître.

³Yabuki et Akiyama (1996).

11. Autres facteurs internes. L'insuffisance et l'inefficience des transports routiers, ferroviaires et aériens, des installations d'entreposage et des réseaux de télécommunication ont aussi contribué à freiner la réponse de l'offre dans les pays en développement, et ces problèmes sont particulièrement aigus dans les PMA. Au niveau institutionnel, de nombreux pays en développement et en particulier les PMA sont pénalisés par l'absence d'un cadre juridique et réglementaire transparent, notamment en ce qui concerne la législation des entreprises et des faillites et le code des investissements. Dans la plupart des PMA, le secteur privé est entravé non seulement par le manque de capitaux mais aussi par le manque de compétence en matière de création d'entreprises, de gestion, de technologie et de commercialisation. Les efforts visant à stimuler les exportations nécessiteront non seulement une assistance technique pour renforcer les infrastructures institutionnelles dans le domaine du commerce extérieur et de la politique commerciale, mais aussi des initiatives pour inciter le secteur privé à se tourner davantage vers l'extérieur. Des programmes de coopération technique axés sur les entreprises peuvent contribuer à développer la vente et les affaires sur les marchés extérieurs.

12. Interaction entre facteurs externes et internes. En réalité, les nombreux facteurs externes et internes qui déterminent les résultats d'un pays à l'exportation et, plus généralement, le rythme de son intégration dans l'économie mondiale, n'agissent pas de façon indépendante. Il existe des interactions complexes, tant positives que négatives; ces interactions peuvent exister à l'intérieur d'une même catégorie de facteurs, de même que les facteurs externes peuvent améliorer ou aggraver les effets des facteurs internes et vice versa.

I. PRINCIPALES TENDANCES DE L'EVOLUTION DU COMMERCE EXTERIEUR DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

Evolution de la structure du commerce mondial

13. Au cours des deux dernières décennies, le commerce mondial des trois grandes catégories de marchandises a évolué de façon très divergente. Alors que la **valeur** des exportations de **produits minéraux** (principalement produits énergétiques) et de **produits agricoles** a été multipliée par quatre à cinq, celle des exportations de **produits manufacturés** a été multipliée par neuf (graphique 1.A). L'essentiel de ces divergences s'explique par l'évolution des volumes plutôt que par celle des prix. En **volume**, les exportations de produits manufacturés ont plus que triplé, alors que les exportations de produits agricoles ont augmenté de 70 pour cent et les exportations de produits minéraux de 25 pour cent (graphique 2.A). En 1994, les **prix nominaux** de l'ensemble des produits minéraux avaient été multipliés par 3,5 par rapport à 1973, alors que ceux des produits manufacturés avaient été multipliés par 2,8 et celui des produits agricoles par 2,2 (graphique 2.B).⁴

14. Après avoir fluctué entre 55 et 60 pour cent de 1973 à 1985, la part des produits manufacturés dans le commerce des marchandises a rapidement augmenté jusqu'à atteindre quelque 78 pour cent en 1995 (graphique 1.B). Les produits agricoles et les produits minéraux représentent chacun environ la moitié des 22 pour cent restants. La part des produits agricoles a subi une érosion lente mais continue au cours de ces deux décennies, tombant de plus de 20 pour cent du commerce mondial en 1973 à un peu plus de 11 pour cent en 1995. Celle des produits minéraux, fortement influencée par le prix du pétrole, a culminé en 1980 pour chuter rapidement ensuite. En 1995, les produits minéraux représentaient environ 11 pour cent du commerce mondial de marchandises, contre 17 pour cent en 1973 et 28 pour cent en 1980.

⁴Ces comparaisons de prix dépendent beaucoup de la période de référence choisie, en particulier dans le cas des produits minéraux. Dans les années 50 et 60, les prix de ces produits ont diminué par rapport à ceux des deux autres catégories de produits. De même, si l'on se limite à la période 1985-1995, les prix des produits minéraux ont diminué en termes nominaux, tandis que ceux des produits agricoles augmentaient de 40 pour cent et ceux des produits manufacturés de 60 pour cent.

Résultats commerciaux globaux des pays en développement

15. Comme, dans les années 70, les produits primaires représentaient une part très importante des exportations des pays en développement (plus des trois quarts), il n'est pas surprenant que la part globale de ces pays dans le commerce mondial de marchandises ait culminé la même année que la part du commerce des produits minéraux, à savoir en 1980 (tableau 1). Après avoir atteint un sommet historique de 28 pour cent cette année-là, la part des pays en développement dans le commerce mondial de marchandises a diminué parallèlement au prix du pétrole durant la première moitié des années 80. Lorsque le prix du pétrole s'est stabilisé, en 1986, la part des pays en développement a recommencé à augmenter, en grande partie grâce à l'accroissement de leur part dans le commerce mondial des produits manufacturés.

Tableau 1

Part des pays en développement dans les exportations mondiales de marchandises

(Pourcentage en valeur)

	1973	1980	1985	1990	1995 ^p
Produits agricoles	27	28	29	25	26½
Produits minéraux	55	64	49½	50	47½
<i>Combustibles</i>	68½	72	54½	60	57
Produits manufacturés	7	10	13	15½	20
Total	19	28	23	21½	22½

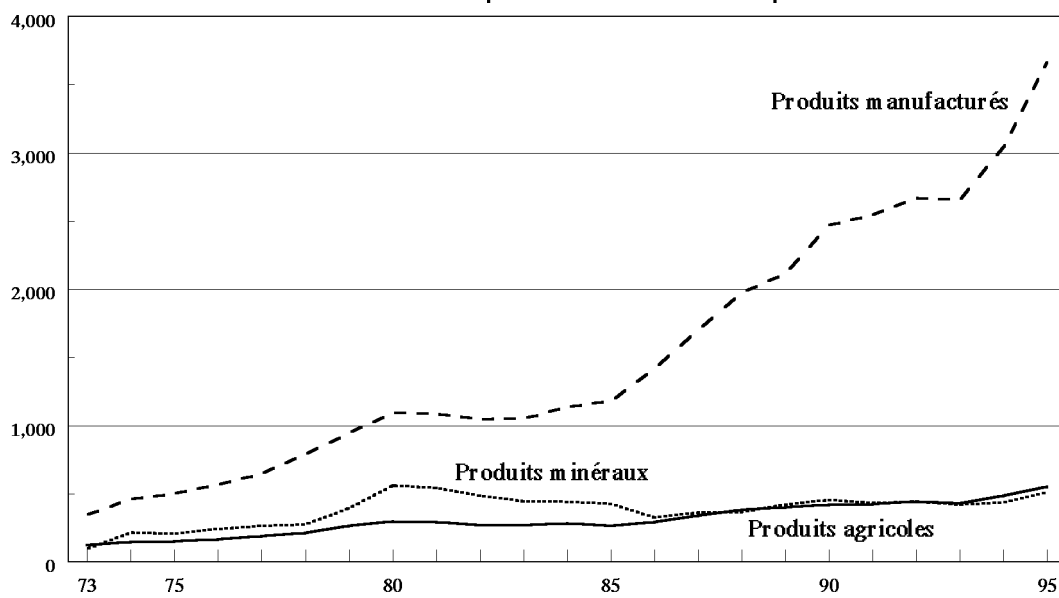
Note: 1) Dans ce tableau, la Chine n'est pas comptée parmi les pays en développement.

2) Les chiffres relatifs à l'année 1995 sont provisoires.

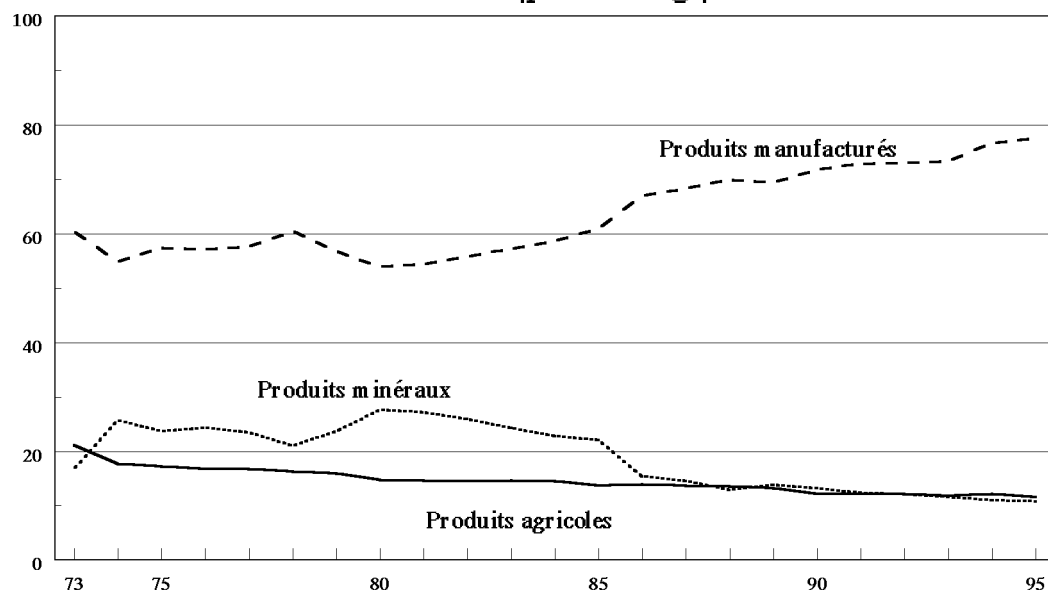
GRAPHIQUE 1

Exportations mondiales de marchandises par grand groupe de produits: évolution en valeur, 1973-1995

A. Valeur (milliards de dollars)



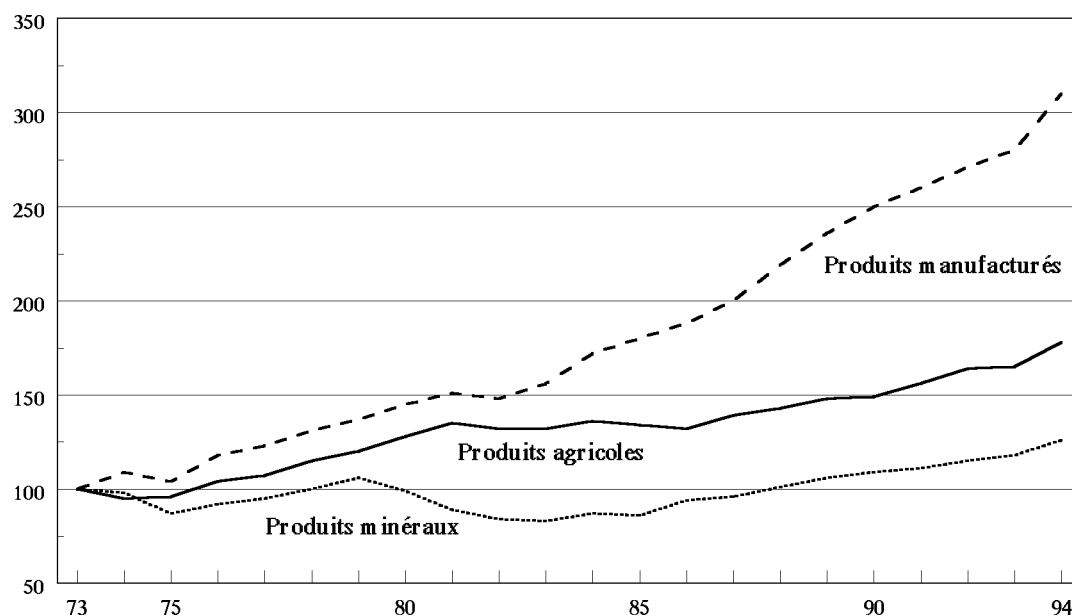
B. Parts (pourcentage)



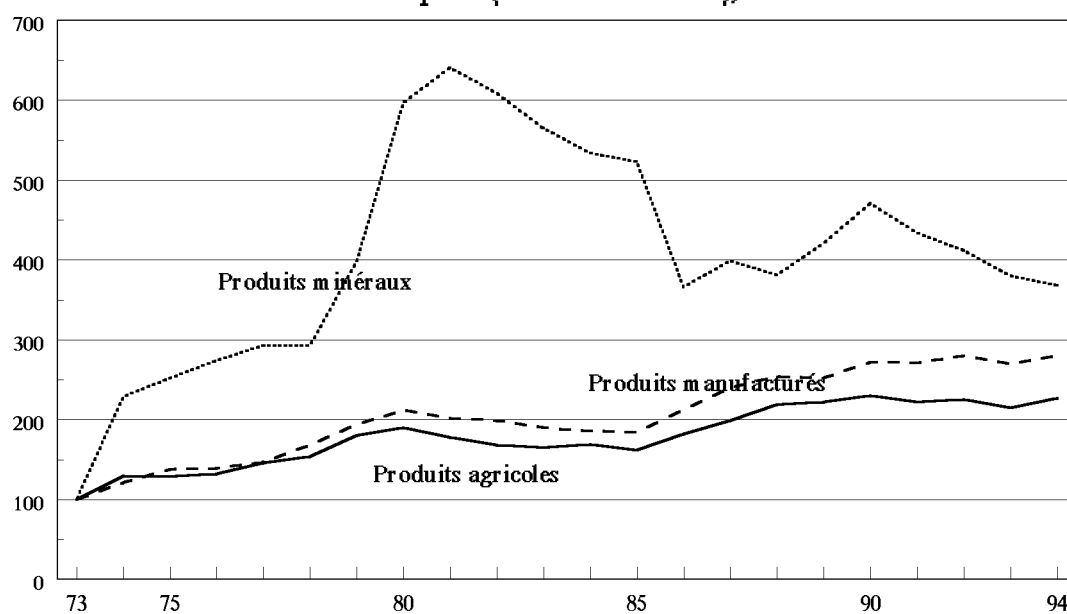
GRAPHIQUE 2

Exportations mondiales de marchandises par grand groupe de produits: évolution des volumes et des prix, 1973-1994

A. Indices de volume 1973 = 100



B. Indices de prix (valeur unitaire), 1973 = 100



16. Comme le montre le tableau 2, la composition des exportations de marchandises des pays en développement a radicalement changé aux cours de la dernière décennie, particulièrement en ce qui concerne les produits manufacturés (dont la part a quasiment doublé pour atteindre près des deux tiers) et les produits minéraux (leur part est tombée de plus de la moitié à moins d'un quart). Leurs exportations de produits manufacturés ont fortement progressé si bien que leur part dans les exportations mondiales de ces produits a atteint 20 pour cent l'année dernière, soit deux fois plus qu'en 1980 et près de trois fois plus qu'en 1973.

Tableau 2

Composition par produit des exportations de marchandises des pays
en développement, 1973-1995

(Pourcentage en valeur)

	1973	1980	1985	1990 ^a	1995 ^p
Produits agricoles	30	15	17½	14½	14
Produits minéraux	47½	65	47	34	22½
<i>Combustibles</i>	39½	61	43½	29½	19
Produits manufacturés	22	19	34½	50½	62½
Total ^b	100	100	100	100	100

^aLa discontinuité des séries chronologiques peut invalider la comparaison entre 1985 et 1990.

^bY compris produits non spécifiés.

Note: 1) Dans ce tableau, la Chine n'est pas comptée parmi les pays en développement.

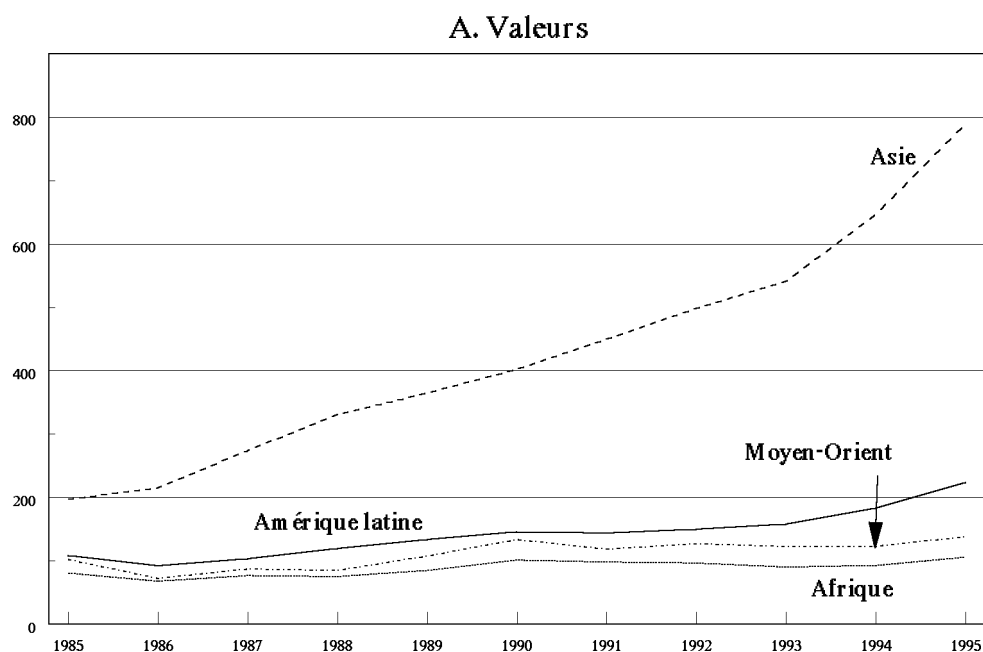
2) Les chiffres pour 1995 sont provisoires.

Résultats commerciaux des pays en développement par région

17. La part des différentes régions dans le commerce mondial des marchandises a évolué de façon divergente au cours de la dernière décennie. Alors que les exportations de chacune des grandes régions ont augmenté, comme le montre le graphique 3, la *part* de marché des pays en développement d'Asie a progressé de façon spectaculaire, tandis que celle de l'Amérique latine a stagné et celles de l'Afrique et du Moyen-Orient ont diminué. En conséquence, les parts de l'Afrique et du Moyen-Orient dans le commerce mondial de marchandises sont aujourd'hui inférieures à celle de la Chine.

18. Il existe une corrélation relativement étroite entre cette évolution des résultats commerciaux et la part des produits manufacturés dans les exportations de marchandises des différentes régions. Les chiffres du tableau 3 relatif aux pays en développement d'Asie (à l'exclusion de la Chine), à la Chine et à la catégorie "autres pays en développement" montrent que la composition par produit des exportations de marchandises est très différente selon ces catégories d'exportateurs. Alors que les produits manufacturés représentent plus de 80 pour cent des exportations de marchandises de la Chine et des autres pays en développement d'Asie, cette proportion est inférieure à 40 pour cent pour les "autres pays en développement". En outre, les pays en développement d'Asie et la Chine sont de gros exportateurs non seulement de produits manufacturés en général, mais aussi de certaines catégories de produits en très forte croissance: matériel de bureau et de télécommunication, vêtements et d'autres biens de consommation, tels que les chaussures et les jouets. En 1994, les "autres pays en développement" ont exporté davantage de produits minéraux que de produits manufacturés et la part des produits agricoles dans leurs exportations était aussi nettement plus élevée que dans le cas des pays en développement d'Asie et de la Chine.

GRAPHIQUE 3
Exportations de marchandises des pays en développement, 1985-1995
(milliards de dollars et pourcentage)



B. Part de certaines régions dans les exportations mondiales de marchandises

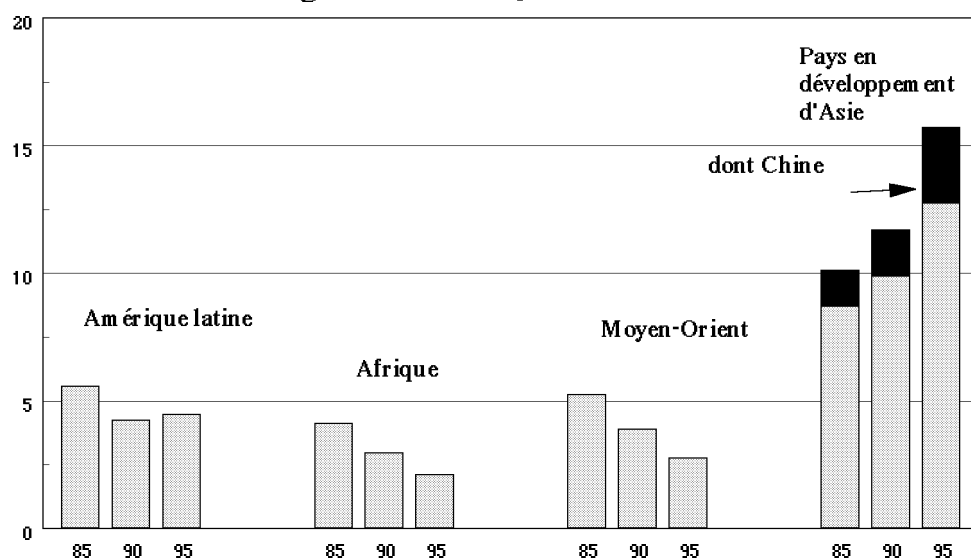


Tableau 3

Commerce mondial et composition par produit des exportations de certaines régions
en développement, 1985-1994

	Exportations mondiales: taux de croissance annuel 1985-1994	Composition par produit des exportations en 1994		
		Pays en développement d'Asie*	Chine	Autres pays en développement
Produits manufacturés	5,8	81,2	82,0	38,3
dont:				
- Matériel de bureau et de télécommunication	12,3	26,2	8,2	3,2
- Vêtements	7,6	8,3	18,7	4,5
- Autres biens de consommation	6,7	10,7	24,2	4,0
Produits agricoles	1,8	10,4	12,2	18,4
Produits minéraux	-2,6	7,3	5,3	42,1
- Combustibles	-8,1	5,8	3,4	36,6
Total des exportations de marchandises	2,8	100,0	100,0	100,0

*A l'exclusion de la Chine.

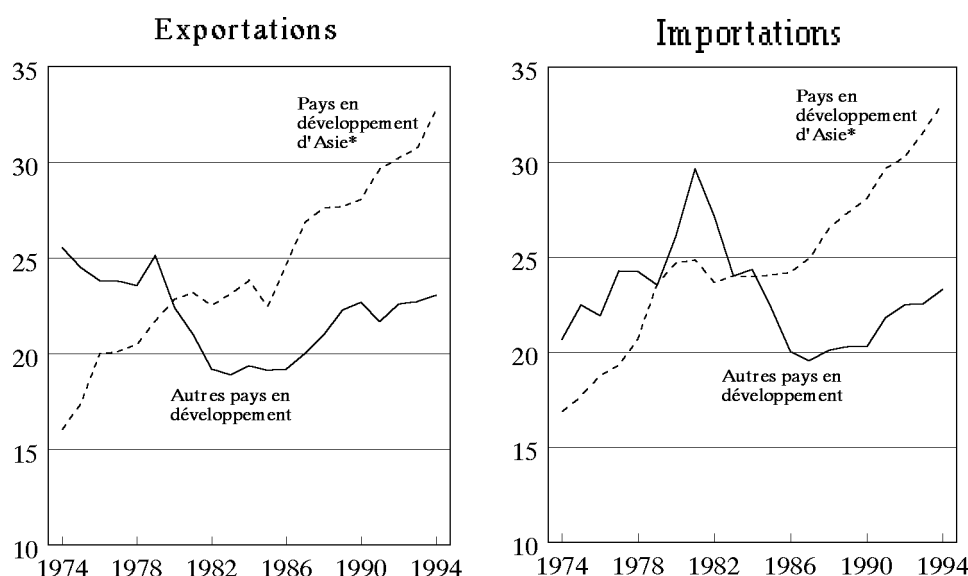
19. Un autre facteur qui distingue les pays en développement d'Asie et la Chine, d'une part, de l'ensemble des autres pays en développement, d'autre part, est leur participation au processus de mondialisation. L'évolution des ratios commerce extérieur/PIB et celle des flux d'investissement étrangers directs (IED) sont des indicateurs grossiers mais utiles du degré d'intégration dans l'économie mondiale. Le graphique 4 montre bien le contraste entre les pays en développement d'Asie (y compris la Chine) et les autres pays en développement en ce qui concerne le ratio du commerce extérieur de biens et de services rapporté au PIB. Durant la période 1974-1994, ce ratio a doublé dans le cas des pays en développement d'Asie; si l'on exclut la Chine de cette catégorie de pays, le ratio est encore nettement plus élevé; toutefois, sa *croissance tendancielle* est du même ordre. Par contre, dans la catégorie des "autres pays en développement", le ratio commerce extérieur/PIB n'était pas beaucoup plus élevé en 1994 qu'en 1974, malgré un certain redressement enregistré depuis 1986.⁵

⁵La forte croissance du ratio importations/PIB des "autres pays en développement" durant la période 1974-1981 était liée à l'amélioration des termes de l'échange des pays exportateurs de pétrole. La nette contraction des importations observée depuis 1982 résulte à la fois de la baisse du prix du pétrole (et d'autres produits primaires) et de la crise de la dette.

GRAPHIQUE 4

Ratio du commerce de biens et de services rapporté au PIB pour différentes catégories de pays en développement, 1974-1994

(A prix et taux de change constants, base 1987)



* Y compris la Chine

20. Au cours de la dernière décennie, les pays en développement d'Asie ont non seulement réalisé de bien meilleurs résultats sur le plan du commerce extérieur, mais aussi enregistré des taux d'investissement beaucoup plus élevés. Durant la période 1985-1994, le ratio investissement intérieur fixe/PIB était d'environ 30 pour cent dans la plupart des pays d'Asie du Sud-Est, alors qu'il a fluctué autour de 20 pour cent dans les pays d'Amérique latine et d'Afrique. Les pays d'Asie du Sud-Est ont aussi été beaucoup plus ouverts et attrayants en ce qui concerne l'investissement étranger direct. Comme le montre le tableau 5, les pays en développement d'Asie et la Chine ont absorbé la majeure partie de l'IED réalisé dans des pays en développement. On estime qu'à eux seuls les investissements en Chine ont été du même ordre que ceux qui ont été faits en Amérique latine, tandis que l'Afrique et le Moyen-Orient n'ont attiré qu'une très petite proportion du total des investissements étrangers directs dans les pays en développement.

Analyse plus détaillée des exportateurs les plus dynamiques et les moins dynamiques

21. Pour analyser les résultats commerciaux de façon plus détaillée, nous développerons ci-après deux comparaisons qui se recoupent en partie (on trouvera une troisième comparaison dans l'Encadré 1, page 15). Premièrement, nous comparerons un groupe de pays dont la croissance des exportations a été supérieure à la moyenne durant la période 1985-1994 à un autre groupe de pays dont la croissance des exportations a été négative pendant cette même période (la liste des deux catégories de pays est donnée en annexe).

22. Parmi les 25 pays qui ont enregistré une croissance supérieure à la moyenne de leurs exportations de marchandises en 1985-1994, cette croissance a été non seulement supérieure à la moyenne, mais aussi "régulière" (c'est-à-dire que les exportations ont fortement augmenté tant sur la période 1985-1990 que sur la période 1990-1994) pour 15 pays. Une grande partie de ces exportateurs très dynamiques (12 sur 15) exportent principalement des produits manufacturés (la part des produits manufacturés dans

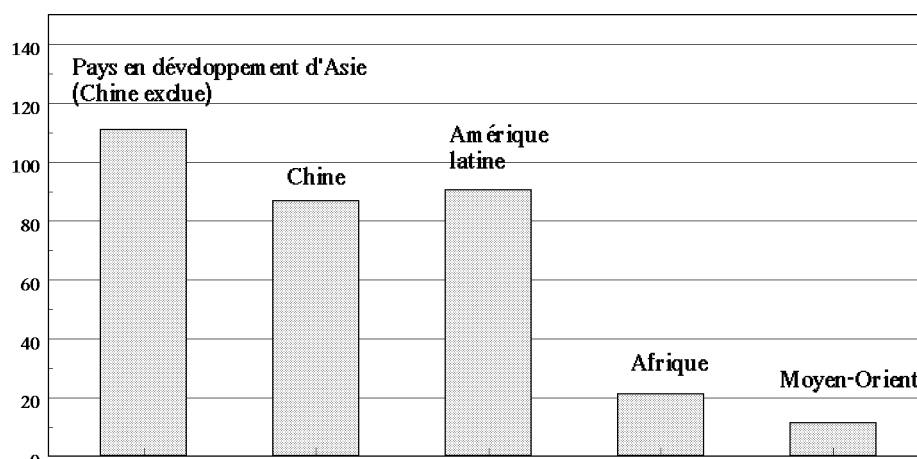
leurs exportations de marchandises allait de 70 à 97 pour cent en 1994). La moitié des dix autres exportateurs dynamiques (mais "irréguliers") exportent aussi principalement des produits manufacturés. Quant aux 35 pays dont les exportations étaient moins élevées en 1994 qu'en 1985, seuls quatre d'entre eux exportent principalement des produits manufacturés. L'analyse de ces quatre pays montre que des facteurs très particuliers expliquent leurs résultats médiocres.⁶

23. Même si la comparaison entre ces deux catégories de pays révèle une corrélation entre la part des produits manufacturés dans les exportations de marchandises et la croissance globale des exportations de marchandises, il existe au moins deux cas importants dans lesquels la croissance des exportations a été dynamique bien que les produits manufacturés ne présentent qu'une petite proportion du total. Dans le cas du Viet Nam, la croissance soutenue et régulière des exportations (à partir d'un niveau très bas en 1985) est liée non seulement à l'expansion rapide des exportations de produits manufacturés, mais aussi à l'exploitation de gisements pétroliers, qui a permis à ce pays de devenir un gros exportateur de pétrole brut, et à la vigueur des exportations de produits alimentaires (principalement le riz). Cette progression des exportations de pétrole et de produits manufacturés s'explique en partie par une rapide augmentation des flux d'IED, notamment dans les années 90.

GRAPHIQUE 5

Flux cumulés d'IED dans différentes régions en développement, 1988-1994

(Milliards de dollars)



Source: FMI, Balance of Payments Yearbook, 1995.

⁶Ces facteurs sont les suivants: a) dans le cas du Niger, la part des produits manufacturés est élevée uniquement en raison du fait que l'uranium est classé dans les produits chimiques (alors que ce n'est pas un produit manufacturé typique, à forte intensité de main-d'oeuvre); b) dans le cas de la République dominicaine, les mauvais résultats du secteur exportateur national sont largement compensés par la rapide croissance des exportations des zones franches (que la République dominicaine n'inclut pas dans les statistiques des exportations nationales); si l'on tenait compte de ces exportations, la République dominicaine figurerait parmi les pays dont les exportations ont crû à un rythme régulier et supérieur à la moyenne; c) dans le cas de la Barbade, l'importance des exportations de marchandises est en diminution en raison de la place croissante des services et plus précisément du tourisme (dans les années 90, la Barbade a exporté quatre fois plus de services que de marchandises); et d) dans le cas d'Haïti, les troubles de l'ordre public et un embargo commercial partiel ont entraîné un effondrement des exportations de marchandises.

24. Le Chili est un autre pays qui a enregistré de bons résultats à l'exportation alors que la part des produits manufacturés (définie de façon traditionnelle) dans ses exportations est très faible (17 pour cent). Ce succès est lié à la réussite de la diversification de la production agricole au profit de "nouveaux" produits (parfois très transformés) et au fait que les résultats enregistrés par son premier produit d'exportation, le cuivre, ont été supérieurs à la moyenne. Tous les exportateurs de cuivre ont bénéficié du fait que le prix du cuivre a augmenté plus rapidement que celui des autres produits primaires, mais le Chili a en plus réussi à accroître sa part dans la production mondiale, qui est passée de 16 pour cent en 1985 à 26 pour cent en 1993 (en même temps, la part du cuivre dans ses exportations de marchandises est tombée de 47 à 38 pour cent). Ses exportations de poissons, mollusques et crustacés, fruits, vins et pâte de bois ont également été très dynamiques. Les exportations de cuivre et de produits agricoles ont été beaucoup stimulées par les ambitieux programmes de libéralisation et de privatisation et l'afflux d'IED qu'ils ont entraîné, grâce à quoi le Chili a aujourd'hui un des plus importants stocks d'IED par habitant d'Amérique latine.

25. Les préoccupations suscitées par la "marginalisation" concernent avant tout les pays les moins avancés (PMA). Les chiffres du tableau 4 montrent clairement l'origine de ces préoccupations, de même que les raisons pour lesquelles on cherche à tirer des enseignements des résultats obtenus par les pays d'Asie de l'Est. Les PMA "typiques" se caractérisent tous par la faiblesse du ratio commerce extérieur/PIB, de l'investissement et de la part des produits manufacturés dans le PIB et dans les exportations.⁷ Il convient d'ajouter que le Bangladesh - qui est de loin le plus grand des PMA - fait partiellement exception. Les produits manufacturés représentent une grande proportion de ses exportations de marchandises (83 pour cent en 1994), et c'est un des pays dont les exportations ont augmenté plus rapidement que le commerce mondial sur la période 1985-1994.

26. La grande disparité des résultats obtenus par les pays en développement est également analysée dans un récent rapport de la Banque mondiale, au moyen de certaines des variables mentionnées plus haut (telles que la part des produits manufacturés dans les exportations).⁸ On trouvera dans l'Encadré 1 les principales conclusions de cette analyse, dont les deux dernières anticipent sur la suite du présent document.

⁷Une grande partie des PMA sont des pays africains. Sachs (1996) fait à propos de la croissance économique décevante de l'Afrique les observations suivantes: "Le taux de croissance des pays africains n'est pas dû à des causes très mystérieuses. Les comparaisons entre pays donnent à penser que la croissance chroniquement insuffisante de l'Afrique peut s'expliquer par des variables économiques standard, liées à des politiques qui peuvent être clairement repérées et corrigées. Les solutions qui ont été efficaces en Asie de l'Est peuvent aussi s'appliquer, moyennant des adaptations, en Afrique. Là où elles ont été essayées - à Maurice, dans une certaine mesure au Botswana et, très récemment, en Ouganda -, elles ont entraîné des taux de croissance similaires à ceux des pays d'Asie de l'Est ... Heureusement, les conditions géographiques [15 des 53 pays d'Afrique n'ont pas de littoral] et la dotation de ressources n'expliquent que très partiellement la faiblesse de la croissance africaine. Pour l'essentiel, elle est imputable au manque d'ouverture et à l'insuffisance des incitations et de l'épargne intérieure."

⁸Banque mondiale (1996).

Tableau 4

Résultats du commerce extérieur et autres indicateurs, comparaison entre différents groupes de pays en développement, 1980-1994

	Ensemble des pays en développement ^a	Pays les moins avancés	Six exportateurs d'Asie de l'Est ^b
Exportations de marchandises: valeur			
Croissance annuelle en pourcentage			
1980-1990	3,2	1,4	11,5
1990-1994	8,7	1,3	12,0
Exportations de marchandises: volume			
Croissance annuelle en pourcentage			
1980-1990	3,7	0,6	9,8
1990-1994	9,0	3,8	10,6
Exportations de marchandises			
Par habitant (dollars)			
1994	260	28	2 700
Exportations de marchandises			
Part dans le PIB (pour cent)			
1993	24	9	--
Exportations de produits manufacturés			
Part dans les exportations de marchandises (pour cent)			
1992	59	21	85
Production manufacturière			
Part dans le PIB (pour cent)			
1980	21	11	--
1990	23	9	--
Investissement fixe brut			
Part dans le PIB (pour cent)			
1980	26	16	--
1990	26	15	--

^aLa Chine est comptée parmi les pays en développement.

^bEstimations du Secrétariat de l'OMC. Les six exportateurs sont le Taipei chinois, Hong Kong, la République de Corée, la Malaisie, Singapour et la Thaïlande. Les réexportations de Hong Kong ne sont pas comptées.

Source: CNUCED, *Manuel de statistiques du commerce international et du développement*, 1994; et *Les pays les moins avancés, rapport 1996*, annexe II, Données de base relatives aux pays les moins avancés.

Encadré 1: Les disparités en matière d'intégration dans l'économie mondiale

**Extrait du chapitre 2: *Les perspectives économiques mondiales et les pays en développement*,
Banque mondiale, avril 1996**

Les pays en développement dans leur ensemble ont largement participé à l'accélération de l'intégration mondiale, mais certains ont beaucoup mieux réussi que d'autres. ... Le présent chapitre analyse les grandes disparités observées en matière d'intégration des pays en développement au cours des dix dernières années et en explore les causes et les incidences. ... Cette analyse permet de formuler quatre grandes conclusions:

L'évolution du degré d'intégration est très variable. Au cours de la dernière décennie, le degré d'intégration dans l'économie mondiale a diminué dans le cas de nombreux pays en développement et il existe un écart considérable entre les pays les moins intégrés et les plus intégrés. Ainsi, il est frappant de constater que le ratio commerce extérieur/PIB a diminué dans 44 des 93 pays en développement au cours des dix dernières années, tandis que le ratio IED/PIB a diminué dans plus d'un tiers de ces pays

Les pays les plus intégrés sont généralement ceux dans lesquels la croissance a été la plus rapide, et il en va de même pour les pays dont l'intégration a progressé le plus rapidement. De nombreux pays à faibles revenus figurent parmi les moins intégrés et certains sont devenus encore plus marginalisés durant cette période - le recul de leur intégration est allé de pair avec une baisse des revenus. Toutefois, d'autres pays à faibles revenus, y compris certains des plus grands, étaient parmi ceux dont le degré d'intégration a augmenté le plus vite.

Le rythme de la croissance comme celui de l'intégration dépendent en grande partie de la qualité des politiques appliquées. Les réformes visant à stimuler la croissance et à stabiliser l'économie ont généralement une influence sur le rythme d'intégration d'un pays, tant directement que par l'intermédiaire de leur effet sur la croissance. La croissance et l'intégration sont favorisées par les réformes visant à stabiliser la situation macro-économique, à instaurer un taux de change réaliste et à ouvrir les régimes de commerce extérieur et d'investissement.

L'amélioration de l'environnement international et les modestes réformes entreprises dans de nombreux pays retardataires laissent espérer que leur taux de croissance pourrait augmenter un peu durant la prochaine décennie. Toutefois, si les tendances et les politiques actuelles persistent, le retard par rapport aux pays de l'OCDE, en termes de PIB par habitant, risque de se creuser encore dans de nombreux pays en développement.

Tableau 2-2 Rythme d'intégration des pays en développement, du début des années 80 au début des années 90 (nombre de pays)

Rang	Asie de l'Est	Asie du Sud	Amérique latine et Caraïbes	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Afrique subsaharienne	Europe et Asie centrale
Intégration rapide	6	3	5	2	2	5
Intégration modérée		2	5	4	10	2
Intégration lente	3		9	2	10	
Intégration très lente			2	5	14	2
Total	9	5	21	13	36	9

Source: Estimations de la Banque mondiale.

Note: Pour estimer le rythme de l'intégration, on a établi un indice fondé sur l'évolution, entre le début des années 80 et le début des années 90, de quatre des indicateurs évoqués plus haut: le ratio commerce extérieur réel/PIB, le ratio IED/PIB, les cotes de crédit d'*Institutional Investor* et la part des produits manufacturés dans les exportations. L'indice du rythme d'intégration est égal à la moyenne arithmétique de la variation de ces quatre indicateurs sur la période, exprimée sur une échelle normalisée.

Sur la base de cet indice, les pays en développement sont classés en quatre catégories, allant de ceux pour lesquels l'indice est le plus élevé (intégration rapide) à ceux pour lesquels il est le plus bas (intégration très lente, voir tableau 2.2). Il ne s'agit pas de donner un classement précis de chaque pays, mais plutôt de mettre en évidence les facteurs qui pourraient expliquer l'importance des écarts de rythme d'intégration entre groupes de pays et les conséquences que cela a sur leurs résultats.

Services commerciaux

27. La part des pays en développement dans les exportations et les importations mondiales de services marchands a augmenté entre 1987 et 1994 (toutefois, elle reste inférieure à leur part dans le commerce mondial de marchandises).⁹ Cette évolution s'explique entièrement par les résultats des pays en développement d'Asie, puisque la part des autres régions dans le commerce mondial des services a stagné ou diminué. D'après les données disponibles, il semble que la part de marché de l'ensemble des pays en développement a augmenté depuis 1987 dans les trois principales catégories de services marchands - transports, voyages et autres services aux entreprises.

II. FACTEURS FONDAMENTAUX EXPLIQUANT LA DISPARITE DES RESULTATS A L'EXPORTATION DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

28. Par souci de clarté, nous avons subdivisé la présente partie en deux sections, "facteurs externes" et "facteurs internes". Nous n'examinerons que certains facteurs-clés dans chacune de ces catégories (une analyse exhaustive sortirait largement du champ d'un aperçu comme celui-ci). Dans une troisième section, nous montrerons brièvement que les facteurs de l'une ou l'autre de ces catégories ont souvent d'importantes interactions, tant avec d'autres facteurs de la même catégorie qu'avec des facteurs de l'autre catégorie.

1) Facteurs externes

Accès aux marchés extérieurs

29. Bien que le niveau moyen des droits appliqués aux importations de produits non agricoles dans les pays industrialisés soit relativement bas - une fois que les réductions du Cycle d'Uruguay auront été entièrement mises en oeuvre, la moyenne de ces droits sera de 3,8 pour cent - les obstacles à l'importation restent importants dans certains secteurs.¹⁰ Traditionnellement, l'agriculture était très protégée et les exportations souvent subventionnées; en outre, les dispositions spéciales permettant d'appliquer des contingents discriminatoires aux importations de textiles et vêtements, en vigueur depuis le début des années 60, ont été multipliées avec l'introduction de l'Arrangement multifibres (AMF) en 1974. En ce qui concerne les produits manufacturés de façon générale, il y a eu une prolifération des mesures dites de la zone grise (autolimitation des exportations, accord de commercialisation ordonnée, etc.) depuis la fin des années 60 jusqu'au début du Cycle d'Uruguay et les exportations de produits à forte intensité de main-d'oeuvre des pays en développement ont été particulièrement visées

⁹En raison de la mauvaise qualité des données disponibles sur le commerce des services marchands due notamment à de nombreuses lacunes et à de fréquentes révisions des définitions et des domaines couverts, il est impossible de faire une analyse détaillée par région ou par pays et en particulier une analyse des tendances d'évolution.

¹⁰Voir, par exemple, GATT 1994, en particulier les tableaux II.2 et II.3 montrant le niveau des droits avant et après le Cycle d'Uruguay. Au milieu des années 60, la moyenne des droits appliqués par les pays de l'OCDE aux importations de produits manufacturés en provenance des pays en développement était de 17 pour cent. Aujourd'hui, compte tenu des préférences tarifaires, elle est inférieure à 4 pour cent. Voir Banque mondiale (1996).

par ces mesures.¹¹ Plus récemment, les importations ont été entravées par un nombre croissant de mesures antidumping et de droits compensateurs.¹²

30. Certains produits dont l'exportation présente un très grand intérêt pour les pays en développement, notamment les textiles, les vêtements et les produits de la pêche, restent assujettis à des droits très élevés (crêtes tarifaires) après le Cycle d'Uruguay. En conséquence, la réduction moyenne des droits appliqués par les pays industriels aux importations provenant des pays en développement autres que les PMA (37 pour cent) est inférieure à la réduction moyenne des droits appliqués aux importations, toutes provenances confondues (40 pour cent); dans le cas des PMA, elle est encore moins élevée (25 pour cent). En revanche, il convient de noter que la réduction inférieure à la moyenne des droits de douane sur les textiles et les vêtements ne reflète pas l'amélioration de l'accès aux marchés qui résultera de l'élimination des restrictions liées à l'AMF. De plus, les engagements tarifaires pris par les pays développés dans le Cycle d'Uruguay se caractérisent par un accroissement notable de l'admission en franchise de droits consolidée. Lorsque les réductions de droits convenues seront entièrement réalisées, la proportion des importations de marchandises admises en franchise de droits passera d'un peu plus de 10 pour cent à près de 40 pour cent pour les Etats-Unis, de près de 24 pour cent à près de 38 pour cent pour l'Union européenne et de 35 à 71 pour cent pour le Japon.

31. L'AMF était une cause majeure de distorsion qui influait sur la participation de nombreux pays en développement au commerce mondial des textiles et des vêtements, mais de façon très différente selon les pays, en fonction de leur avantage comparatif pour ces produits. On peut distinguer d'une part les exportateurs de textiles et vêtements qui détiennent actuellement un très net avantage comparatif et dont l'accès aux marchés était très limité, et qui par conséquent seront avantagés par l'engagement, pris dans le Cycle d'Uruguay, de supprimer les restrictions liées à l'AMF.¹³ Par contre, deux groupes de pays exportateurs pourraient subir des difficultés d'ajustement transitoires en raison de l'élimination de l'AMF. Il s'agit d'une part des pays qui disposent de contingents importants sur la base d'un avantage comparatif antérieur qui a été érodé par l'augmentation des salaires réels et/ou par l'apparition, parmi les nouveaux venus, de fournisseurs dont les coûts sont encore moins élevés (lorsque les contingents actuels ne sont pas entièrement utilisés, on peut supposer qu'une grande partie de l'ajustement transitoire lié à la réduction de la compétitivité s'est déjà produite) et, d'autre part, de ceux qui peuvent avoir été incités par les restrictions liées à l'AMF qui visaient d'autres fournisseurs à se lancer dans la production de textiles et de vêtements sans avoir un véritable avantage comparatif.

32. Les pays en développement et en particulier les PMA sont préoccupés par l'érosion des marges de préférences dont ils bénéficiaient dans le cadre du SGP et de la Convention de Lomé. Les réductions de droits convenues dans le Tokyo Round (réduction moyenne d'un tiers des droits appliqués par les pays industriels aux produits manufacturés) ont déjà réduit les marges de préférences, qui s'amenuiseront encore davantage lorsque les réductions de droits convenues dans le Cycle d'Uruguay (réduction

¹¹Voir GATT (1993).

¹²Le nombre de mesures antidumping signalées au Secrétariat du GATT a beaucoup varié durant la dernière décennie et a eu nettement tendance à augmenter depuis 1990. Toutefois, l'impact de ces mesures n'est pas lié uniquement au nombre de cas dans lesquels des droits sont effectivement imposés. Souvent, la seule menace d'une procédure antidumping et la perte de clientèle qui en résulte du fait de l'incertitude créée par la procédure d'enquête ont incité les exportateurs visés à réduire leurs exportations ou à relever leurs prix.

¹³Le processus d'intégration qui aboutira à l'élimination des restrictions liées à l'AMF fait l'objet d'une période de transition de dix ans et l'essentiel de la libéralisation se produira dans les deux dernières étapes (au 1er janvier 2002 et au 1er janvier 2005). En outre, le degré insuffisant de la libéralisation déjà réalisée a suscité des critiques (voir la communication de juillet 1996 du Pakistan au Conseil général, au nom de dix pays en développement; G/L/92).

supplémentaire de 40 pour cent) seront mises en oeuvre.¹⁴ Evidemment, l'impact de l'érosion des préférences dépend en partie du degré d'utilisation de ces préférences. Comme l'ont montré les études faites par la CNUCED et par d'autres, l'utilisation des mécanismes de préférences existants et, par conséquent, leurs effets de stimulation du commerce, a été limitée pour diverses raisons.

33. La moitié des importations de l'Union européenne en provenance de l'Afrique est constituée de pétrole et autres produits énergétiques pour lesquels le droit NPF est consolidé à zéro, et trois quarts de ses importations de produits industriels sont admis en franchise de droits ou à des taux NPF très bas.¹⁵ Dans le cadre du SGP, la gamme des produits visés et le degré d'admission en franchise ne sont pas illimités. Presque tous les schémas de préférences se caractérisent par des règles d'origine restrictives et une non-permanence implicite. Par ailleurs, l'impact du Cycle d'Uruguay sur les marges de préférences appliquées en vertu de la Convention de Lomé à des produits agricoles tels que le sucre, les fleurs coupées, les fruits et légumes et la viande de boeuf pourrait aussi être relativement limité. De plus, pour les produits agricoles, le niveau initial des préférences était plus élevé et les règles d'origine moins problématiques que pour les produits manufacturés, si bien que le degré d'utilisation des préférences était généralement plus grand que dans le cas des produits manufacturés.

34. La prépondérance des produits non transformés dans les exportations de beaucoup de pays en développement a souvent été imputée à la structure des droits et autres obstacles au commerce existant sur les principaux marchés et en particulier au fait qu'ils avaient tendance à augmenter avec le degré d'ouvrison du produit (progressivité). L'un des grands objectifs des pays en développement dans le Cycle d'Uruguay était d'obtenir une réduction sensible de la progressivité des droits appliqués par les pays développés et cet objectif a été atteint dans une certaine mesure. Au Canada, la progressivité des droits visant le papier, le caoutchouc, le zinc et l'étain sera désormais faible ou nulle. Dans l'Union européenne, il en va de même pour le papier et l'étain, et le niveau absolu de la progressivité des droits appliqués au tabac a été considérablement réduit. Aux Etats-Unis, la progressivité des droits sera supprimée ou considérablement réduite pour plusieurs produits, dont le papier, le jute, le nickel, le plomb et le tabac. Néanmoins, la structure des droits des pays développés reste caractérisée par une certaine progressivité, dont la réduction ou l'élimination continuera certainement d'être un important objectif des pays en développement.¹⁶

¹⁴La réduction globale, pondérée par les échanges, de la marge de préférence concernant l'ensemble des produits des PMA bénéficiant de préférences qui résultera du Cycle d'Uruguay, est d'environ 8 points de pourcentage dans le cas du Canada, 3 points dans le cas de l'UE et du Japon et 2 points dans le cas des Etats-Unis. Voir CNUCED (1996).

¹⁵Lorsque le taux NPF est bas, il peut être moins cher pour les exportateurs de payer le droit NPF que de faire toutes les formalités liées aux règles d'origine qui sont nécessaires pour bénéficier du droit préférentiel.

¹⁶Pour des précisions sur la progressivité des droits après le Cycle d'Uruguay, voir GATT (1994). D'après la Banque mondiale, il ne faut pas exagérer l'importance de la progressivité des droits en tant qu'explication de cette distorsion des exportations des pays en développement (Banque mondiale, 1996). Lorsqu'on estime l'ampleur de la progressivité des droits appliqués aux exportations des pays en développement, il faut tenir compte des préférences résultant du SGP et de la Convention de Lomé. Une étude de la structure des droits appliqués par l'Union européenne aux produits primaires exportés par les pays d'Afrique subsaharienne montre qu'en raison des préférences tarifaires les droits de douane ne sont pas, en règle générale, un obstacle majeur au développement de la transformation et de l'exportation des produits africains. La Banque mondiale signale deux autres facteurs qui expliquent cette distorsion. Premièrement, certaines activités de transformation de produits primaires sont des activités fortement capitalistiques et mécanisées, pour lesquelles les pays à revenus moyens et élevés détiennent généralement un avantage comparatif. Deuxièmement, divers autres obstacles à l'accès aux marchés, tels que le coût du transport international, dont on a constaté qu'il augmente avec le degré d'ouvrison, peuvent limiter les possibilités d'ouvrison dans certains pays en développement.

35. Les PMA en particulier ont aussi été préoccupés ces dernières années par la multiplication des zones de libre-échange et des unions douanières, qui recouvrent aujourd'hui presque tous leurs grands marchés d'exportation, notamment en Europe et en Amérique du Nord. Comme la plupart des grands arrangements commerciaux régionaux n'incluent pas les PMA, ceux-ci craignent qu'ils n'entraînent une érosion de leurs préférences par rapport aux pays tiers et, de façon plus générale, une aggravation de leur marginalisation. Les PMA et d'autres pays tiers peuvent être avantagés par les effets de création d'échanges résultant des arrangements régionaux et par la stimulation de la croissance et donc de la demande d'importation qui en résulte dans les pays membres, mais ils peuvent aussi être pénalisés par les effets de détournement du commerce ainsi que, peut-être, des investissements. Il est difficile d'évaluer l'importance des effets de détournement du commerce, mais on a des raisons de penser que, dans la pratique, en ce qui concerne les exportations globales des PMA, ils seront limités. La plupart des produits exportés par les PMA ne sont pas en concurrence directe avec les produits qui font l'objet d'échanges entre les membres de ces arrangements régionaux, même s'il peut y avoir certaines exceptions comme dans le cas des vêtements exportés par le Bangladesh et de différents produits agricoles. Les réductions et consolidations de droits convenues dans le Cycle d'Uruguay devraient réduire la discrimination au détriment des pays tiers.¹⁷

36. Ces dernières décennies, les pays en développement ont aussi exprimé la crainte que les pratiques anticoncurrentielles des entreprises ne limitent leur accès aux marchés des pays industriels. Ainsi, dans un récent rapport, la CNUCED a appelé l'attention sur la nécessité de faire en sorte que les obligations commerciales ne soient pas contournées par les pratiques anticoncurrentielles des entreprises privées et qu'il y ait une convergence dans les objectifs et les modalités d'application des politiques nationales de la concurrence, en vue d'interdire les pratiques cartellaires et les soumissions collusoires, étant donné que dans la plupart des pays la politique de la concurrence ne s'applique toujours pas aux pratiques restrictives qui n'affectent que les marchés extérieurs.¹⁸

Relativité du facteur "accès aux marchés"

37. Les différents aspects de la question de l'accès aux marchés évoqués plus haut jouent un rôle dans toute explication des résultats obtenus par l'ensemble des pays en développement à l'exportation au cours des deux dernières décennies. Par contre, ils ne contribuent guère à expliquer pourquoi de nombreux pays en développement ont beaucoup moins bien réussi que d'autres à accroître leurs exportations pendant cette période. Dans certains pays industriels, comme les Etats-Unis, la quasi-totalité des pays en développement doit surmonter les mêmes obstacles à l'importation. Ailleurs, par exemple sur le marché de l'Union européenne, grâce notamment aux préférences découlant de la Convention de Lomé, beaucoup de pays d'Afrique ou de PMA dont les résultats à l'exportation sont inférieurs à la moyenne bénéficiaient en fait, pour une large gamme de produits, d'un accès plus libéral que les pays dont les exportations ont progressé plus que la moyenne.

Flux de capitaux

38. Bien qu'elles ne soient pas directement liées, à l'origine, aux exportations, les restrictions croissantes qui touchent l'aide étrangère et les réticences des sources de financements et d'investissements étrangers privés assombrissent les perspectives de croissance des pays qui sont en retard dans l'intégration mondiale.

39. Les chiffres du tableau 5 confirment le fait bien connu que l'aide publique au développement a tendance à représenter une part beaucoup moins importante que les flux de capitaux privés dans le

¹⁷Voir CNUCED (1996a).

¹⁸Voir CNUCED (1996b).

financement des pays en développement (les crédits à l'exportation sont aussi beaucoup moins élevés qu'en 1989). En l'espace de huit ans seulement, il y a eu une inversion presque totale des parts respectives du financement public du développement et des flux de capitaux privés.

40. Ces dernières années, les flux de capitaux à destination des pays en développement d'Asie et d'Amérique latine ont été constitués en grande partie d'investissements privés directs et d'investissements de portefeuille, consentis en faveur d'emprunteurs du secteur privé, plutôt que de flux publics et de prêts des banques commerciales à des emprunteurs du secteur public; en Afrique, au contraire, les financements publics constituent toujours une part prépondérante du total des entrées nettes de capitaux.¹⁹ Dans les pays les plus pauvres, dont l'accès aux capitaux privés est limité, l'aide publique au développement reste de loin la première source de financement extérieur. Sur la période 1988-1994, l'aide publique au développement représentait 98 pour cent des flux financiers nets en direction des PMA.²⁰

Tableau 5

Flux de capitaux des pays de l'OCDE à destination des pays
en développement, 1986-1994

(Milliards de dollars EU et pourcentage entre parenthèses)

	1986	1989	1994 ¹
Financement public du développement ²	50,1 (66,9)	60,9 (52,7)	70,2 (38,2)
<i>Dont: APD</i>	38,5 (51,5)	48,8 (42,2)	59,7 (32,5)
Total des crédits à l'exportation	-0,6 (-0,8)	9,4 (8,1)	3,2 (1,7)
Flux privés	25,3 (33,8)	45,3 (39,2)	110,4 (60,1)
<i>Dont: investissement direct</i>	10,7 (14,3)	26,5 (22,9)	47,0 (25,6)
Total net des flux de ressources	74,8 (100,0)	115,6 (100,0)	183,8 (100,0)

¹Chiffres provisoires.

²L'expression "financement public du développement" englobe les ressources reçues au titre de l'aide publique au développement (APD) et les décaissements non assortis de conditions de faveur, consentis par les institutions multilatérales à des fins de développement, ainsi que les autres flux bilatéraux publics à des fins de développement (y compris les prêts de refinancement) dont l'élément de libéralité est trop faible pour qu'ils puissent être considérés comme APD.

Source: OCDE (1996a)

¹⁹OCDE (1996a).

²⁰CNUCED (1996a).

41. Le total mondial des flux d'investissement étranger direct (IED), exprimé en dollars courants, a diminué au début des années 80, après avoir atteint un sommet conjoncturel en 1979-1980. En 1984-1985, ils étaient remontés au niveau du sommet précédent. Par la suite, ils ont fortement augmenté dans la deuxième moitié des années 80 et en 1989-1990 ils représentaient environ quatre fois plus que la moyenne de la période 1980-1985. Toutefois, les flux d'IED ne sont pas restés à ce niveau record et ils étaient nettement en baisse dans les années 1991 à 1993. Sur la base de la moyenne des entrées et des sorties mondiales d'IED, on peut estimer qu'en 1994 les flux d'IED étaient à peu près au même niveau, en termes nominaux, que lors du maximum précédent en 1989-1990. Selon des données préliminaires, les flux d'IED se sont à nouveau gonflés en 1995, avec une augmentation supérieure à 40 pour cent.²¹

42. Il est intéressant de compléter l'analyse en comparant les flux mondiaux d'IED et d'autres indicateurs globaux qui sont influencés de la même façon par la conjoncture et l'évolution des prix. D'après les données disponibles pour les trois séries chronologiques - IED mondial, commerce mondial de marchandises et investissements fixes bruts dans les pays de l'OCDE - les flux d'IED mondiaux n'ont pas crû plus rapidement que le commerce mondial de marchandises ou l'investissement fixe des pays de l'OCDE durant la période 1980-1985, mais ils ont augmenté beaucoup plus vite dans la deuxième moitié des années 80. Dans la période de 1990-1994, ils ont progressé moins vite que les investissements fixes bruts et le commerce mondial de marchandises. En 1995, ils ont de nouveau augmenté nettement plus vite que le commerce mondial de marchandises (40 pour cent contre 19 pour cent).

43. La part des pays en développement (en tant que destination) dans les flux mondiaux d'IED, qui avait diminué entre la première et la deuxième moitié des années 80, est passée de 15 à environ 35 pour cent entre 1990 et 1994. Cette augmentation est imputable en grande partie aux investissements en Chine, mais d'autres pays en développement, notamment en Asie et en Amérique latine, ont aussi bénéficié d'une forte croissance de l'IED. Par ailleurs, les flux d'IED en direction des pays en développement sont très concentrés. En 1994, la Chine en a absorbé quelque 40 pour cent et un groupe de neuf autres pays en a aussi absorbé 40 pour cent.²²

44. Il convient de relever qu'une grande partie de cette augmentation peut être attribuée à la forte croissance des investissements de Hong Kong à l'étranger. D'après les statistiques des partenaires, on peut estimer que les flux d'IED en provenance de Hong Kong sont passés de 2,2 milliards de dollars en 1990 à 21 milliards de dollars en 1994, ce qui représentait plus des deux tiers du total des flux d'IED en provenance des pays en développement.

45. La plupart des investissements directs des pays de l'OCDE à l'étranger sont réalisés dans d'autres pays développés. Il ressort des données relatives aux stocks d'IED que 75 à 80 pour cent du stock

²¹Il est généralement reconnu que les statistiques internationales de l'IED sont de mauvaise qualité. Malgré les efforts visant à harmoniser les statistiques de la balance des paiements, les notions et méthodes appliquées par les offices nationaux de statistique restent très différentes, même parmi les principaux pays de l'OCDE, ce qui limite beaucoup la comparabilité entre pays et la qualité des données concernant des agrégats régionaux ou mondiaux.

Un des principaux défauts de ces statistiques est lié au traitement des bénéfices réinvestis, qui ne sont pas toujours inclus dans les flux d'IED, comme cela est recommandé. Dans le cas des Etats-Unis, les bénéfices réinvestis représentent souvent plus de la moitié des sorties d'IED mesurées sur une année. Il n'est donc pas surprenant que les chiffres communiqués en ce qui concerne les flux d'investissements bilatéraux diffèrent beaucoup selon la source et que les estimations globales des sorties et des entrées d'IED puissent être très différentes, alors qu'en principe elles devraient être identiques.

²²Les dix pays et territoires qui ont absorbé le plus d'IED en 1994 sont (par ordre décroissant) les suivants: Chine, Singapour, Malaisie, Hong Kong, Brésil, Pérou, Indonésie, Nigéria, Chili et Colombie. Voir FMI (1996c).

des investissements des pays de l'OCDE à l'étranger sont situés dans d'autres pays de l'OCDE. Cela n'est pas surprenant puisque la part des exportations intra-OCDE dans le total des exportations des pays de l'OCDE en 1994 était aussi proche de 75 pour cent. Les données relatives au commerce extérieur comme celles qui concernent l'investissement reflètent la forte intégration de la zone de l'OCDE.

46. La composition des entrées de capitaux est aussi très différente selon les régions. Alors que, dans la période 1989-1994, l'IED représentait plus de 40 pour cent des flux nets de capitaux vers l'Asie, la majeure partie des flux destinés aux pays d'Amérique latine était constituée d'investissements de portefeuille, l'IED ne représentant qu'un peu plus du quart des entrées de capitaux dans cette région.²³ Comme on le verra plus en détail dans l'examen des "facteurs internes", à la section suivante, il est évident que, dans certains pays d'Amérique latine, le niveau élevé des taux d'intérêts réels a attiré d'importants investissements de portefeuille et contribué à la croissance de l'IED. La crise du peso mexicain a rappelé l'importance des capitaux plus stables et axés sur le long terme, sous forme d'IED. Les retombées de l'IED attiré par une politique de libéralisation économique et de privatisation de grande ampleur sont peut-être moins spectaculaires dans l'immédiat mais améliorent les perspectives de croissance à long terme. Les investissements de portefeuille ont aussi joué un rôle majeur au Moyen-Orient et en Europe, notamment en Egypte et en Turquie, alors que les investissements étrangers directs dans cette région ont été minimes. En Afrique, les flux de capitaux sont dominés par les financements publics.

47. Comme nous le verrons également dans l'examen des "facteurs internes", d'après la Banque mondiale, la croissance des pays d'Asie de l'Est et du Sud, malgré un léger ralentissement, devrait rester relativement rapide, en raison notamment du développement du commerce interrégional, de la vigueur de la demande intérieure et de l'importance des entrées de capitaux étrangers.²⁴ En Amérique latine et dans les Caraïbes, la croissance restera lente tant que l'ajustement macro-économique du Brésil et du Mexique ne sera pas terminé. De même, la récente explosion des investissements étrangers directs en Europe et en Asie centrale devrait consolider la croissance soutenue des pays en transition concernés, même si la situation reste difficile dans plusieurs républiques d'Asie centrale et du Caucase. Les perspectives des PMA sont moins bonnes, particulièrement en Afrique. On prévoit que les cours mondiaux des produits de base continueront de baisser, même si c'est à un rythme modéré, après la reprise de 1994-1995. Cela signifie que les termes de l'échange de ces pays devraient continuer de se dégrader et que leurs perspectives de croissance et leur aptitude à attirer des investissements étrangers resteront médiocres.

48. De façon plus générale, l'incapacité de l'Afrique d'attirer des capitaux étrangers peut s'expliquer par le fait que cette région ne parvient pas à améliorer sa politique économique, que ses résultats économiques globaux sont moins bons, que son problème d'endettement n'est toujours pas résolu et que - répercussion très importante de ces facteurs sur l'ensemble de l'économie, qu'il convient de garder à l'esprit lorsqu'on cherche à élaborer de nouvelles solutions - les investisseurs tant nationaux qu'étrangers y sont exposés à une plus grande incertitude. D'après le FMI, certains pays d'Afrique - les pays de la zone CFA, le Kenya et l'Ouganda par exemple - ont récemment réussi à attirer des capitaux privés, grâce au fait que les efforts de réforme se sont affirmés et que les mesures d'ajustement structurel ont aidé à préserver des gains de compétitivité résultant d'une politique de taux de change plus appropriée.²⁵

²³Le présent paragraphe reprend les données fournies dans FMI (1995b).

²⁴Le présent paragraphe est fondé sur Banque mondiale (1996).

²⁵Voir FMI (1995b).

Autres facteurs externes

49. Plus l'économie mondiale s'intègre, plus les influences extérieures se répercutent sur les économies nationales. Comme ils sont généralement petits et ont une économie peu diversifiée, les pays en développement sont souvent plus affectés que les pays industriels par l'évolution de l'environnement international et plus vulnérables. Depuis plusieurs décennies, ces pays ont subi à des degrés divers l'impact de facteurs tels que les variations des taux d'intérêt mondiaux appliqués à leur dette et les variations conjoncturelles de la demande des produits qu'ils exportent dans les pays industriels. Sur la période 1984-1993, le FMI estime que ces facteurs, ainsi que le déclin, déjà évoqué, des prix relatifs des produits primaires ont contribué à réduire de trois quarts de points de pourcentage le taux de croissance des pays en développement dont l'expansion était la plus faible.²⁶

50. Enfin, il convient de mentionner un facteur qui est à la fois externe et interne, à savoir l'endettement des PMA. On estime qu'en 1993 l'encours de la dette extérieure de ces pays atteignait 126,7 milliards de dollars, tandis que le ratio dette totale/PNB était de 70 pour cent.²⁷ La situation des PMA d'Afrique est encore plus grave; leur dette extérieure représentait 96,7 milliards de dollars en 1993 et le ratio dette totale/PIB était de 130 pour cent.

51. Un consensus est en train de se dessiner en ce qui concerne la nécessité d'alléger le fardeau de la dette des PMA au moyen de nouvelles méthodes. En particulier, le FMI et la Banque mondiale sont en train d'examiner une initiative qui tient compte de la nécessité de ramener à un niveau supportable l'endettement des PMA. Ce plan implique la participation d'autres institutions financières internationales, des créanciers officiels du Club de Paris et d'autres créanciers bilatéraux, en vue de ramener à un niveau supportable la dette extérieure d'un certain nombre de pays qui appliquent une politique économique saine.²⁸

2) Facteurs internes

52. Il ne fait guère de doute que, pour beaucoup des pays en développement dont les résultats à l'exportation en cours de la dernière décennie ont été décevants, le problème tient avant tout à l'insuffisance de la réponse de l'offre intérieure, plutôt qu'au manque de débouchés à l'exportation. Durant les dix dernières années, un tiers environ des PMA ont subi des troubles graves de l'ordre public et une instabilité politique qui ont considérablement retardé leur développement.²⁹ Un certain nombre de facteurs structurels - déséquilibres macro-économiques, pénurie de capital humain et physique, insuffisance des infrastructures et mauvais fonctionnement des institutions - expliquent les mauvais résultats économiques des PMA.³⁰

²⁶Voir FMI (1994).

²⁷Voir CNUCED (1996a).

²⁸Voir FMI (1996b), pages 229-234. Les critères de viabilité suggérés sont les suivants: ratio du service de la dette (service de la dette en pourcentage des recettes d'exportation) de l'ordre de 20 à 25 pour cent et valeur actualisée nette de toutes les créances sur le pays ne dépassant pas 200 à 250 pour cent des recettes d'exportation. Le plan fait intervenir en outre des "facteurs de vulnérabilité", qui sont la position des réserves du pays, sa vulnérabilité en cas de perturbation, sa dépendance vis-à-vis d'un ou d'un petit nombre de produits d'exportation et l'incidence du service de sa dette sur son solde budgétaire.

²⁹Voir CNUCED (1996a).

³⁰Les institutions et les règles qu'elles appliquent ont une très forte influence sur l'efficacité économique et les perspectives de croissance, comme l'a montré de façon très convaincante North (1990).

Politiques commerciales et participation à l'OMC

53. Le protectionnisme est une des principales causes de distorsion entre les prix intérieurs et internationaux, qui amène les pays à employer leurs ressources rares de façon moins efficiente. Une protection très poussée peut avoir des effets très négatifs tant sur les résultats à l'exportation que sur la croissance nationale. Elle rend l'exportation moins rentable que la vente sur le marché intérieur ("une taxe sur les importations est une taxe sur les exportations"), atténue les incitations qui poussent à l'alignement sur les normes mondiales en matière de qualité des produits et d'efficience de la production et, en particulier lorsque le marché intérieur n'est pas suffisamment grand pour être attrayant, peut rendre le pays moins intéressant pour les investisseurs étrangers.³¹ Il existe encore des écarts importants entre les pays en développement en ce qui concerne le degré de libéralisation et le niveau de la protection en vigueur. En Asie du Sud, les droits de douane restent relativement élevés (quelque 45 pour cent en moyenne au début des années 90) et comportent de nombreuses crêtes tarifaires; en outre, d'importantes restrictions visent les produits de consommation. Les pays africains en général ont davantage réduit leurs restrictions quantitatives que leurs droits de douane, qui sont encore de l'ordre de 25 à 30 pour cent et restent à peu près au même niveau que dans la deuxième moitié des années 80. En Asie de l'Est par contre (sauf en Chine), les droits moyens sont compris entre 10 et 20 pour cent et les mesures non tarifaires ont été élaguées, même si nombre d'entre elles subsistent. Les pays d'Amérique latine ont eux aussi considérablement réduit leur protection; les taux effectifs moyens sont maintenant de l'ordre de 10 à 20 pour cent et très peu de mesures non tarifaires sont toujours appliquées.

54. Dans le Cycle d'Uruguay, tous les pays en développement Membres de l'OMC ont accepté des disciplines sensiblement renforcées, par le biais de la consolidation des droits, de l'adhésion à l'ensemble des accords commerciaux multilatéraux, qui prévoient notamment des disciplines plus rigoureuses en matière de mesures internes telles que les subventions, et de nouveaux engagements multilatéraux dans les domaines des services et des droits de propriété intellectuelle.³² Les engagements pris dans les listes concernant les produits et les services contribuent aussi à assurer la pérennité des réformes du régime de commerce extérieur, ce qui renforce la crédibilité de ces réformes aux yeux des investisseurs tant étrangers que nationaux.³³ En même temps, les dispositions de différents accords octroient un traitement différencié et plus favorable (principalement sous forme de délais de mise en oeuvre plus longs) aux pays en développement ainsi que, dans certains cas, aux pays en transition.

55. En conséquence, les pays en développement, et en particulier les PMA, doivent relever le défi et s'organiser de façon à s'intégrer dans le système commercial multilatéral. S'ils veulent s'intégrer plus efficacement dans le système commercial international et donc dans l'économie mondiale, ils doivent notamment i) saisir les occasions découlant des règles, concessions et engagements de leurs partenaires commerciaux; ii) exercer effectivement leur droit de vendre sur les marchés d'exportation; iii) mettre en oeuvre intégralement leurs obligations commerciales, ce qui est aussi un moyen d'accroître la stabilité

³¹On trouvera dans Clements et Sjaastad (1985) une explication, appuyée par une analyse empirique, de la manière dont les obstacles qu'un pays oppose à l'importation entraînent *inévitablement* une réduction de ses exportations.

³²Ce paragraphe et les trois suivants sont largement inspirés par CNUCED/OMC (1996).

³³Toutefois, des retours en arrière sont encore possibles car de nombreux pays en développement ont consolidé leurs droits à des taux "plafonds" souvent nettement supérieurs aux taux effectivement appliqués. Par exemple, la plupart des pays d'Amérique latine Membres de l'OMC ont consolidé leurs droits postérieurs au Cycle d'Uruguay en ce qui concerne les produits industriels à des taux compris entre 25 et 45 pour cent. Cet aspect est important car les consolidations à des taux plafonds, même si elles réduisent quelque peu l'incertitude concernant le niveau futur des droits, n'assurent pas une stabilité aussi grande que des droits consolidés aux taux appliqués.

et la transparence de leur régime de commerce extérieur, et élaborer et appliquer une politique de développement s'inscrivant dans le cadre de ces obligations; et iv) définir et défendre leurs intérêts en matière de commerce extérieur et de développement dans les négociations commerciales, pour faire en sorte que leurs préoccupations soient pleinement prises en compte dans le programme des négociations commerciales internationales futures. Beaucoup de pays en développement et en particulier de PMA se sont aperçus que leurs infrastructures institutionnelles et leurs ressources humaines et financières étaient insuffisantes pour relever ces défis. Ils doivent donc faire un effort considérable pour se doter des institutions nécessaires et améliorer la formation et la spécialisation de leurs ressources humaines et leurs méthodes de collecte et de gestion de l'information.³⁴

56. En ce concerne l'administration de leur régime de commerce extérieur et leur participation aux travaux et activités de l'OMC, les pays en développement doivent renforcer leurs ressources humaines et leurs infrastructures institutionnelles. Des organisations internationales et des gouvernements étrangers aident actuellement les pays en développement et les pays en transition à participer plus activement au système commercial international. Il convient que ces organisations et donateurs collaborent pour coordonner et cibler leur aide en matière de création d'institutions, de formation et de gestion de l'information, en gardant présent à l'esprit que des améliorations dans ces domaines peuvent jouer un rôle important en aidant les PMA à mettre un terme à leur marginalisation.

Concentration des exportations

57. Dans la plupart des PMA et des autres pays à faible revenu, les produits primaires - très peu transformés - continuent de représenter l'essentiel de la production nationale et des exportations. Vu l'évolution des structures du commerce mondial décrite au début du présent document, il n'est pas surprenant que la majeure partie des pays qui ont peu participé ou n'ont pas participé du tout à l'intégration mondiale sont des pays tributaires de produits primaires, dont l'industrie manufacturière est relativement peu étoffée et très inefficace. En conséquence, ces pays sont particulièrement vulnérables en cas de perturbations externes (ou internes) et on considère généralement que leurs perspectives de croissance sont médiocres.

58. Dans leur évaluation de l'évolution future des économies africaines, Goldin *et al.* (1993) observent que

l'agriculture demeure la base du développement économique de l'Afrique, et sa faiblesse explique la médiocrité des résultats d'ensemble. Au cours des 20 dernières années, le taux de croissance de la production agricole a été inférieur de près de un point de pourcentage à celui de la population. Il en est résulté une dépendance de plus en plus marquée à l'égard des importations de denrées alimentaires ainsi qu'une contraction des exportations de ces produits (qui ont en moyenne diminué de 3 pour cent par an), alors que l'Afrique a perdu jusqu'à 50 pour cent de ses parts de marché à l'étranger. La dépendance du continent à l'égard des exportations de produits agricoles s'est néanmoins accrue: l'agriculture fournit plus de 75 pour cent des recettes d'exportation dans 14 pays d'Afrique subsaharienne, et dans six d'entre eux cette part est supérieure à 90 pour cent.

³⁴Le renforcement des infrastructures institutionnelles nécessitera une intensification des programmes de formation, tant dans le cadre des établissements universitaires et de recherche que dans celui de la formation en cours d'emploi. L'un des aspects essentiels du renforcement des infrastructures institutionnelles est l'amélioration de la capacité de gestion d'une quantité accrue de renseignements et de données et de l'accès aux moyens informatiques et de leur utilisation, ainsi que la conception de réseaux d'informations efficaces et faciles d'emploi. Pour cela, les pays en développement pourraient mettre leurs ressources en commun afin de créer ou de renforcer des institutions sous-régionales ou régionales chargées de faciliter leur participation aux négociations commerciales et au système commercial en général.

Il convient d'ajouter que, dans leur ensemble, les pays d'Afrique subsaharienne n'ont pas réussi à diversifier leur production dans des secteurs non traditionnels, comme ceux des produits horticoles, des fruits et des légumes, alors que les importations de ces produits dans les pays de l'OCDE ont augmenté beaucoup plus rapidement que les importations de produits traditionnels non transformés.³⁵

59. Cela dit, dans une récente étude, la Banque mondiale remet en question l'idée traditionnelle selon laquelle la dépendance à l'égard des produits primaires est toujours mauvaise pour la croissance économique.³⁶ Les auteurs concluent

que les problèmes souvent associés à la dépendance à l'égard des produits primaires ne sont pas dus à cette dépendance en soi et qu'il est possible d'y remédier au moyen de politiques appropriées. En d'autres termes, un pays peut être à la fois tributaire des produits primaires et accroître rapidement ses exportations et son revenu.

L'analyse des secteurs dans lesquels différents pays ont réussi à développer rapidement leurs exportations de produits primaires donne à penser que ce sont les initiatives et les innovations du secteur privé qui assurent le dynamisme de ces secteurs. On trouve de tels exemples de réussite dans les secteurs du café en Ouganda, des mines d'or au Ghana et des fleurs coupées en Colombie. Les transferts de capitaux et de technologies étrangers qui ont joué un rôle important dans le développement de nouvelles industries d'exploitation et de transformation des produits primaires dans un certain nombre de pays sont plus efficaces lorsque c'est le secteur privé qui prend l'initiative.

Les pouvoirs publics ont un rôle important à jouer, notamment en éliminant le contrôle des prix et les monopoles d'Etat, en promouvant la recherche et le développement, en développant les infrastructures de transport et de communication, en favorisant les transferts de capitaux et de technologies étrangers et en mettant en place un système juridique permettant de faire appel à des instruments financiers novateurs (page 40).

Politiques macro-économiques

60. Les pays dont la croissance des exportations et l'aptitude à attirer des investissements étrangers directs étaient supérieures à la moyenne ont enregistré un taux d'inflation médian inférieur de 7 à 11 points de pourcentage à celui des pays qui ont enregistré de moins bons résultats dans la période 1984-1993. En outre, la volatilité de leur taux de change réel ne représentait qu'un quart de celle des pays qui ont obtenu les moins bons résultats. De plus, ces derniers avaient généralement un déficit budgétaire plus élevé, plus instable et qui diminuait plus lentement (en fait, les pays dont les résultats ont été les moins bons ont même accru leur déficit dans les années 80).³⁷

³⁵Voir Banque mondiale (1996) et OCDE (1996c).

³⁶Voir Yabuki et Akiyama (1996).

³⁷Voir Banque mondiale (1996).

Tableau 6

Pays en développement: indicateurs budgétaires et économiques en Afrique
et dans les pays en développement d'Asie^a

(Moyennes annuelles, en pourcentage du PIB sauf indication contraire)

	Afrique		Asie	
	1983-1989	1990-1995	1983-1989	1990-1995
Solde budgétaire des administrations centrales	-4,8	-5,3	-3,4	-2,3
Epargne privée	16,5	16,8	26,4	33,1
Investissement privé	13,5	13,5	15,0	20,1
Dette extérieure	59,5	86,5	25,8	26,2
PIB réel (pourcentage de variation annuelle)	2,6	1,8	7,7	8,0
Prix à la consommation (pourcentage de variation annuelle)	16,0	26,6	7,9	9,2

^aLa Chine est comptée parmi les pays en développement d'Asie.

Source: FMI (1996a).

61. L'instabilité macro-économique n'est pas le seul mécanisme par l'intermédiaire duquel les déficits budgétaires importants freinent l'intégration d'un pays dans l'économie mondiale. En particulier, les déficits budgétaires financés par des ressources extérieures ont tendance à faire monter le taux de change réel par le biais des entrées de capitaux (le même effet se produit par le biais de l'inflation lorsque les déficits sont financés par l'expansion monétaire). La hausse du taux de change réel se répercute sur le commerce extérieur en favorisant le secteur non exportateur au détriment du secteur exportateur, en décourageant les exportateurs et les investisseurs étrangers et en encourageant les fuites de capitaux à la première rumeur de dévaluation. En outre, et c'est peut-être plus important, dans de nombreux cas un déficit budgétaire persistant est la cause profonde de l'insuffisance de l'épargne et de l'investissement nationaux.

62. Entre 1983-1989 et 1990-1995, le déficit budgétaire moyen des pays d'Afrique s'est creusé, alors que pour l'ensemble des pays en développement il a diminué. Comme le relève le FMI (1996, page 73):

Certains [pays d'Afrique] ont réussi à faire de modestes progrès dans la réduction de leur déficit budgétaire, notamment à l'aide des accords de rééchelonnement de la dette extérieure conclus à la fin des années 80 et au début des années 90 ... mais l'essentiel de l'ajustement a pris la forme d'une réduction des dépenses d'équipement ... dans l'ensemble de l'Afrique, les dépenses publiques courantes rapportées au PIB ont augmenté de plus de 2 points de pourcentage durant la période 1990-1995, alors que le rapport des dépenses d'équipement au PIB a été un peu plus faible qu'au milieu des années 80. Le déficit budgétaire moyen a diminué en 1995 pour s'établir juste au-dessous de 4 pour cent du PIB, mais la situation reste précaire dans la plupart des pays africains, nombre d'entre eux restant lourdement tributaires des dons pour financer un déséquilibre considérable de leurs finances publiques.

63. *Infrastructure.* Les résultats des réformes lancées par différents pays semblent indiquer qu'une politique macro-économique stable, des réformes structurelles et un régime de commerce extérieur et d'investissement ouvert contribuent beaucoup à assurer la stabilité économique et donc à réduire la prime de risque associé à l'investissement dans les PMA - condition essentielle pour attirer les investisseurs étrangers.³⁸ Les pays qui ont persévéré dans la réforme économique commencent à en recueillir les premiers fruits. En particulier, les réformes visant à renforcer le secteur financier paraissent être une première étape indispensable. Dans les PMA notamment, la réglementation et la supervision du marché financier peuvent ouvrir la voie à une libéralisation des mouvements de capitaux, qui est nécessaire pour promouvoir la croissance et améliorer l'allocation des ressources.³⁹ Il faut ensuite lancer un programme de réformes visant à instaurer la convertibilité totale pour les opérations de capital, qui peut commencer par la libéralisation des investissements liés au commerce et de l'IED, ce qui permet aux PMA d'obtenir une grande partie des avantages liés aux apports de capitaux étrangers tout en limitant le risque d'une inversion des flux de capitaux ou de problèmes similaires.

64. Les bons résultats obtenus dans l'ensemble par l'Ouganda grâce au programme d'ajustement entrepris en 1986 constituent un cas exemplaire. Se retrouvant avec une infrastructure dévastée par la guerre civile, une dette énorme et croissante, un taux de change fixe et surévalué et un commerce d'exportation pour ainsi dire réduit à un seul produit, le café, dont le prix était en baisse, l'Ouganda a lancé un programme de redressement économique et réussi un rétablissement remarquable en termes de croissance, d'épargne et d'investissement et d'inflation.⁴⁰ Les éléments de ce programme étaient notamment une réforme fiscale visant à stabiliser la situation budgétaire, une politique monétaire et de crédit rigoureuse visant à réorienter le crédit intérieur vers le secteur privé et des réformes financières telles que la création d'un marché des titres d'Etat et une amélioration du fonctionnement des banques et de la Banque centrale visant à rendre plus efficace le mécanisme de transmission de la politique monétaire. La libéralisation des changes et des prix s'est faite en plusieurs étapes, le secteur public a été élagué et de nombreuses entreprises d'Etat sont privatisées. La réforme n'est pas terminée et ses résultats doivent être consolidés, mais les retombées de la stabilité politique et économique, ainsi que le regain de crédibilité de l'Ouganda aux yeux des investisseurs étrangers, sont déjà évidents.

65. La plupart des PMA ont entrepris de réformer leur secteur financier dans le cadre d'une réforme plus générale des politiques publiques. Comme le relève la CNUCED (1996a, page XII),

la libéralisation du secteur financier dans les PMA a consisté essentiellement à réduire ou à supprimer l'encadrement des taux d'intérêt et du crédit, à introduire des techniques de gestion monétaire utilisant les mécanismes du marché et à assouplir les restrictions visant les entrées de capitaux privés ... Toutefois, l'impact de ces réformes sur l'efficacité de l'allocation des ressources a été limité, en grande partie à cause de problèmes liés à l'instabilité macro-économique ... Dans plusieurs PMA, un déficit budgétaire considérable a poussé les taux d'intérêt nominaux à un niveau très élevé, entraînant une éviction du secteur privé sur le marché du crédit.

Dans certains PMA, les marchés financiers sont encore dominés par des banques publiques qui n'ont pas un comportement d'intermédiaire financier efficient agissant selon des critères commerciaux. La plupart de ces pays n'ont pas encore élaboré de solutions institutionnelles efficaces pour régler ce problème.

³⁸Voir FMI (1995a).

³⁹Voir FMI (1995b).

⁴⁰La réforme économique de l'Ouganda est décrite de façon plus détaillée dans OMC (1995). Voir aussi FMI (1995b).

Autres facteurs internes

66. L'insuffisance et l'inefficience des transports routiers, ferroviaires et aériens, des installations d'entreposage et des réseaux de télécommunication ont aussi contribué à freiner la réponse de l'offre dans les pays en développement et ces problèmes sont particulièrement aigus dans les PMA. Pour prendre un exemple important, le coût élevé du transport pénalise considérablement les exportations africaines.⁴¹ D'après des analyses récentes, dans certains cas, le coût du fret est plus important que l'impact des droits de douane. Pour les exportations vers les Etats-Unis, le coût du fret est généralement beaucoup plus élevé dans le cas des produits provenant de l'Afrique que dans le cas des produits similaires provenant d'autres pays et il ne fait guère de doute que ce handicap rend moins intéressants les nouveaux investissements dans les secteurs axés sur l'exportation, par exemple pour la transformation de l'arachide et du coprah.⁴²

67. *Institutions.* Sur le plan institutionnel, de nombreux pays en développement, et en particulier les PMA, n'ont pas un cadre juridique et réglementaire transparent, notamment en ce qui concerne la législation des entreprises et des faillites et le code des investissements. En outre, la CNUCED (1996, page III) relève que

... le secteur des entreprises privées, qui est un acteur-clé du développement, est peu développé dans la plupart des PMA et sa croissance est entravée par le manque de compétences en matière de création d'entreprises, de gestion, de technologie et de commercialisation. Dans les PMA, les capacités techniques de nombreuses branches de production sont rudimentaires, ce qui, s'ajoutant au fait que la main-d'oeuvre est peu éduquée, constitue un obstacle majeur à l'élévation de la productivité.

Même lorsque les possibilités d'exportation existent, de nombreuses petites et moyennes entreprises exportatrices - en particulier dans les PMA - sont gravement handicapées par le manque de crédit avant et après expédition, d'information commerciale et de connaissances des marchés.

68. *Promotion commerciale.* Pour améliorer les résultats de ces pays à l'exportation, il faudra non seulement leur fournir une assistance technique visant à renforcer les infrastructures institutionnelles du commerce extérieur et de la politique commerciale, mais aussi prendre des initiatives visant à encourager le secteur privé à se tourner davantage vers l'extérieur. Les programmes de coopération technique axés sur les entreprises peuvent contribuer à développer la vente et les affaires sur les marchés extérieurs, particulièrement dans les PMA, en mettant l'accent sur la mise au point des produits et la prospection des marchés, le financement du commerce extérieur, la gestion de la qualité à l'exportation, l'emballage des produits exportés et la formation en matière de gestion des achats et

⁴¹Voir Banque mondiale (1996).

⁴²Sur la base d'estimations du taux effectif de protection correspondant au coût du transport, l'étude de la Banque mondiale montre que ce coût contribue à biaiser la structure des exportations africaines au détriment des produits transformés. Par exemple, dans le cas des matières grasses animales et végétales, le taux effectif de protection correspondant au fret est estimé à 56 pour cent, ce qui représente cinq fois le taux nominal de protection douanière. Cette étude débouche sur une autre conclusion importante, à savoir que les pouvoirs publics peuvent faire davantage pour réduire le coût du transport qu'on ne le pense généralement. Ils peuvent notamment prendre des mesures visant à réaliser des économies d'échelle et d'autres réductions des coûts dans les services de transport. Dans beaucoup de pays en développement, les gouvernements ont adopté des systèmes anticoncurrentiels de cargaisons réservées, dans l'espoir d'atteindre certains objectifs tels que le développement de la flotte nationale. Dans la plupart des cas, ces systèmes n'ont pas réussi à promouvoir les lignes nationales, mais ont entraîné une réduction de la concurrence qui se traduit par des taux de fret nettement plus élevés (Banque mondiale 1996).

des ventes sur le plan international. Si les conditions sont propices, ces efforts peuvent être encore plus rentables lorsqu'on prête une attention particulière aux besoins des petites et moyennes entreprises, surtout dans les PMA.

3) Interaction entre facteurs externes et internes

69. En réalité, de nombreux facteurs externes et internes qui déterminent les résultats d'un pays à l'exportation et, plus généralement, le rythme de son intégration dans l'économie mondiale, n'agissent pas de façon indépendante. Il existe des interactions complexes, tant positives que négatives; ces interactions peuvent exister à l'intérieur d'une même catégorie de facteurs, de même que les facteurs externes peuvent améliorer ou aggraver les effets des facteurs internes et vice-versa.

70. Pour mentionner un seul exemple de ces interactions positives et négatives dont la liste est quasiment illimitée, l'investissement étranger direct, en apportant des ressources dont les pays d'accueil sont fort démunis - notamment le capital, la technologie et des ressources intangibles telles que les compétences en matière d'organisation, de gestion et de commercialisation - peut faciliter les efforts nationaux visant à restructurer l'économie et à la rendre plus compétitive. Sur le plan purement financier, il peut aider à résoudre les problèmes de balance des paiements et/ou permettre d'accroître les importations de biens d'équipement. D'autre part, il peut améliorer l'accès des biens et services du pays d'accueil aux marchés d'exportation, grâce soit aux exportations intra-groupe des sociétés multinationales investisseuses (c'est-à-dire les exportations des filiales implantées dans le pays d'accueil vers la société mère ou vers des filiales implantées dans d'autres pays), soit aux exportations réalisées aux conditions du marché vers des pays étrangers desservis par ces groupes.

BIBLIOGRAPHIE

- Banque mondiale (1996), *Les perspectives économiques mondiales et les pays en développement*.
- Clements, K.W. et L. Sjaastad (1985), *How Protection Taxes Exporters*, Thames Essays No. 39. Gower for the Trade Policy Research Centre.
- CNUCED (1995), *World Investment Report*.
- CNUCED (1996a), *Les pays les moins avancés, Rapport 1996*, et annexes.
- CNUCED (1996b), "Rapport du Secrétaire général de la CNUCED à la neuvième session de la Conférence", 2 janvier (TD/366).
- CNUCED et OMC (1996), "Strengthening the participation of developing countries in world trade and the multilateral trading system", ronéo.
- FMI (1994), *Perspectives de l'économie mondiale*, mai.
- FMI (1995a), *Perspectives de l'économie mondiale*, mai.
- FMI (1995b), *Perspectives de l'économie mondiale*, octobre.
- FMI (1996a), *Perspectives de l'économie mondiale*, mai.
- FMI (1996b), *Bulletin du FMI*, 22 juillet.
- GATT (1994), "Résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay", ronéo, novembre.
- Goldin, I., O. Knudsen et D. van der Mensbrugghe (1993), *Libéralisation des échanges: conséquences pour l'économie mondiale*, OCDE et Banque mondiale.
- Martin, W. et L. A. Winters (1995), *The Uruguay Round - Widening and Deepening the World Trading System*, Banque mondiale.
- North, D.C. (1990), *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge University Press.
- OCDE (1996a), *Comité d'aide au développement, Rapport 1995*.
- OCDE (1996b), Evolution récente de l'investissement direct étranger, dans *Tendances des marchés des capitaux 64*, juin.
- OCDE (1996c), *Le Cycle d'Uruguay et les produits agricoles transformés*, ronéo, juin.
- OMC (1995), *Examen des politiques commerciales: Ouganda*, Vol. I.
- Sachs, J. (1996), "It can be done", *The Economist*, 29 juin.
- Yabuki, N. et T. Akiyama (1996), "Is Commodity-Dependence Pessimism justified?", Policy Research Working Paper 1600, Banque mondiale.

ANNEXEDEUX CATEGORIES D'ECONOMIES EN DEVELOPPEMENT

- A) Vingt-cinq pays ou territoires dont les exportations de marchandises ont progressé plus rapidement que les exportations mondiales sur la période 1985-1994, par ordre décroissant du pourcentage d'augmentation des exportations (l'astérisque signale ceux dont les exportations ont été supérieures à la moyenne tant en 1985-1990 qu'en 1990-1994).⁴³

Thaïlande*	Chili*	Botswana
Viet Nam*	Taipei chinois*	Sri Lanka
Hong Kong*	Philippines*	Colombie
Chine*	Inde*	Costa Rica
Singapour*	Israël*	Népal
Malaisie*	Pakistan*	Mexique
Malte*	Tunisie*	Syrie
Corée, Rép. de*	Bangladesh	Indonésie
Maurice		

- B) Trente-cinq pays ou territoires dont les exportations de marchandises étaient moins élevées en 1994 qu'en 1985, par ordre croissant du pourcentage de recul des exportations (la Guinée a enregistré le plus faible recul et ainsi de suite):

Guinée	Vanuatu	Sao Tomé-et-Principe
Burundi	Qatar	Mongolie
Suriname	Brunéi Darussalam	Barbade
Grenade	Kiribati	Zaïre
Trinité-et-Tobago	Nigéria	Libéria
Côte d'Ivoire	Antilles néerlandaises	Haïti
Sierra Leone	Jamahiriya arabe libyenne	Rwanda
Congo	Comores	Afghanistan
Rép. dominicaine	St. Vincent-et-les Grenadines	Samoa
Niger	Cap-Vert	Cuba
Togo	Algérie	Iraq
Gambie		

⁴³Douze pays ou territoires dont la croissance des exportations a été supérieure à la moyenne ne sont pas inclus dans cette liste soit parce que leurs exportations étaient inférieures à 50 millions de dollars en 1985, soit parce que leurs exportations de 1985 étaient inférieures de plus de 25 pour cent à celles de 1980 (ce qui laisse supposer que leurs exportations de marchandises étaient exceptionnellement faibles en 1985).